

L'Inde au défi d'ajuster son modèle de développement

En avril-mai 2019 s'est tenu le 17^{ème} scrutin législatif indien pour renouveler la Lok Sabha (la chambre basse) et désigner le nouveau Premier ministre. L'occasion de revenir sur la capacité d'un modèle de croissance fondé sur les services à assurer le développement. Dans les années 2000, la croissance économique indienne a sérieusement accéléré. Le secteur des services a continué d'en être le moteur principal, l'industrie manufacturière, le maillon faible. Cependant, la croissance est devenue de plus en plus pauvre en emplois. Cette carence obscurcit l'horizon du modèle de développement indien : les transformations structurelles s'en trouvent entravées et les inégalités s'accroissent.

En 2018, l'Inde a pratiquement rattrapé la Chine en termes de population (1,355 milliard contre 1,415 milliard), mais elle est loin derrière par sa taille économique, alors que les deux pays étaient à un niveau relativement similaire en 1980. Actuellement, l'Inde compte pour 3 % dans le PIB mondial (en dollars courants), la Chine pour 16 % (au 2^{ème} rang mondial derrière les États-Unis). Le niveau de vie d'un Indien n'atteint pas la moitié de celui d'un Chinois. Dans le commerce mondial, l'écart est tout aussi grand : l'Inde réalise 2 % des exportations de biens et services, la Chine 11 %.

Les deux pays diffèrent par leurs performances, mais aussi par leur modèle de développement. Alors que la Chine a dû son décollage à un essor industriel accéléré, la croissance indienne repose essentiellement sur le secteur des services. Ce régime a longtemps été considéré comme « anormal » et fragile par rapport au modèle traditionnel faisant de l'industrialisation la première étape du développement. Pourtant, dans les années 2000, la croissance indienne a accéléré, atteignant en moyenne 7,2 % par an de 2000 à 2018 (contre 5,6 % de 1980 à 2000), et son modèle semble à certains égards en phase avec les évolutions actuelles de l'économie mondiale.

■ Les services peuvent-ils remplacer l'industrie ?

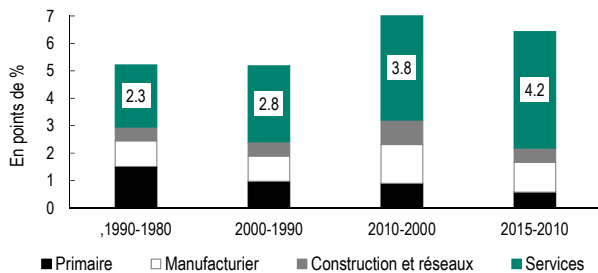
L'idée que le secteur des services pourrait porter durablement la croissance économique a fait son chemin. Dans son rapport d'avril 2018¹ sur les perspectives de l'économie mondiale, le FMI avançait qu'ils peuvent, tout comme les industries manufacturières, impulser les transformations structurelles nécessaires au développement. En outre, dans le contexte mondial actuel, l'industrie n'offrira plus les mêmes opportunités que par le passé aux pays en développement² : la position dominante acquise par les grands meneurs de jeu (Chine en tête) leur laisse moins de place, et les nouvelles technologies (numérisation, robotique, automatisation, impression 3D) font que le bas coût du travail ne sera plus un déterminant essentiel de la compétitivité, remettant par là-même en cause leur avantage comparatif dans les industries de main-d'œuvre.

Vue sous ce jour, la croissance indienne, qui repose sur le secteur des services, peut figurer une alternative au modèle traditionnel. Depuis 35 ans en effet, le secteur des services a été le principal moteur de la croissance économique (avec

1. Fonds monétaire international (2018), « World Economic Outlook - April 2018 Cyclical Upswing, Structural Change ».

2. M. Hallward-Driemer & G. Nayyar (2017), « Trouble in the Making? The Future of Manufacturing-Led Development », World Bank Group.

Graphique 1 – Contributions à la croissance de la valeur ajoutée



Source : calculs des autrices à partir de India Klems database, version 2016.

7,5 % de croissance en moyenne par an depuis 1980) et sa contribution à l'augmentation du PIB n'a cessé d'augmenter au fil des décennies (graphique 1). En 2015, les services concourent à 53 % du PIB alors que l'industrie manufacturière, dont la production a augmenté de 6,7 % par an en moyenne depuis 1980, a une contribution minimale à la croissance indienne.

Dans les années 1980 et 1990, ce sont les services traditionnels (commerce, transport, administration et défense) et hybrides (hôtels & restaurants, santé, éducation, autres services), les plus importants en matière d'emploi, qui ont tiré la croissance indienne. Depuis, les services modernes (finance, télécommunications, services aux entreprises) se sont ajoutés au mouvement jusqu'à devenir le premier contributeur depuis 2010. Les années 2000 sont, en effet, marquées par l'expansion record des services aux entreprises (et dans une moindre mesure des services financiers), dont le poids dans le PIB (7,7 %) s'approche désormais de celui du commerce (10,4 %) et des « autres services » (10 %).

La demande extérieure a joué un rôle déterminant dans l'essor des services aux entreprises, dont l'essentiel est exporté. L'Inde est devenue le premier exportateur de services liés aux « technologies de l'information et de la communication et autres services aux entreprises » (16 % des exportations mondiales en 2015). Cette catégorie de services est un poste majeur de la balance courante : elle compte pour un quart des exportations totales de biens et services et pour la totalité de l'excédent dégagé dans les services, contribuant ainsi à desserrer la contrainte extérieure.

À l'instar de l'industrie manufacturière dans les schémas classiques d'industrialisation, les services contribuent ainsi directement à la croissance indienne, mais aussi indirectement en desserrant la contrainte extérieure. De ce point de vue, ils apparaissent aussi performants que l'industrie manufacturière.

■ Une forte contribution des services aux gains de productivité du travail

Dans le schéma traditionnel, celui du modèle de Lewis³ notamment, le développement se produit grâce au transfert d'une main-d'œuvre abondante du secteur traditionnel vers le secteur moderne à forte productivité. L'expérience des économies aujourd'hui avancées et des

success stories asiatiques a montré que l'industrie manufacturière était la clé d'une telle transformation.

Mais aujourd'hui, les services, ou tout du moins certains d'entre eux, ont des niveaux et des gains de productivité du travail comparables à ceux de l'industrie manufacturière et parfois même supérieurs⁴. Leurs niveaux de productivité convergent vers la frontière mondiale (le niveau de productivité des pays les plus productifs), vertu qui n'est donc pas réservée à l'industrie manufacturière.

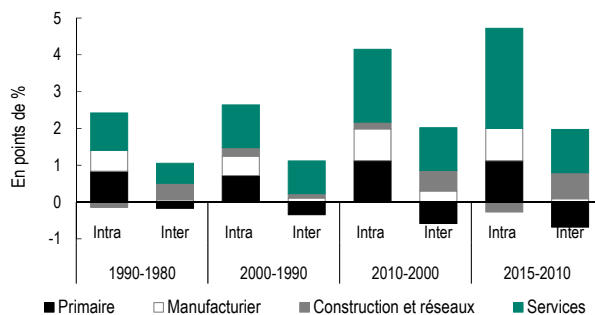
En Inde, le niveau moyen de productivité du travail dans les services a été depuis le début des années 1980 supérieur à celui de l'industrie manufacturière (même si l'écart s'est fortement réduit, de 45 % en 1980 à 13 % en 2015). Contrairement à ce que l'on observe dans les modèles de développement par l'industrialisation, où le secteur manufacturier atteint un niveau de productivité qui dépasse très largement ceux des autres secteurs, en Inde, l'industrie manufacturière enregistre un niveau de productivité à peine supérieur à celui des services traditionnels et hybrides et largement inférieur à celui des services modernes. À titre de comparaison, en Chine, services et industries avaient au début des années 1990 des niveaux similaires de productivité du travail, mais au milieu des années 2000, celui de l'industrie dépassait en moyenne de 50 % celui des services.

Si les gains de productivité dans le secteur manufacturier ont été plus rapides (4,8 % par an en moyenne entre 1980 et 2015) que dans les services (4,0 %), ils ont été, dans ces derniers, associés à une croissance de l'emploi bien plus vive (3,3 % par an contre 1,9 %), qui a conduit à un quasi-doublement de la part des services dans l'emploi total (de 17 % à 31 %) et à une quasi-stagnation de la part des emplois manufacturiers (de 10 % à 12 %).

Au total, la croissance de la productivité du travail, qui n'atteignait pas 3,5 % par an dans les années 1980 et 1990, s'est accélérée pour approcher les 6 % depuis les années 2000 (graphique 2). Elle a résulté de changements structurels de l'emploi vers les secteurs les plus productifs (composante intersectorielle), mais surtout de gains réalisés au sein même des secteurs (composante intra-sectorielle), sous l'effet de l'accumulation du capital et du progrès technique.

Dans le secteur manufacturier, la composante intersectorielle est tout au long de la période particulièrement faible, la part de ce secteur dans

Graphique 2 – Contributions intra et intersectorielles à la croissance de la productivité



Source : calculs des autrices à partir de India Klems database, version 2016.

3. A. Lewis (1954), « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour », *The Manchester School*, vol. 22 (2).

4. Fonds monétaire international (2018), *op. cit.*

l'emploi n'ayant guère évolué. Au contraire, dans les services, cette composante a augmenté au cours du temps, dopée par la réallocation de la main-d'œuvre dans les services traditionnels et hybrides et, à partir des années 2000, vers les services financiers et aux entreprises. Cependant, la composante intra-sectorielle ayant progressé nettement plus vite, elle représente, en 2010-2015, 70 % de la contribution des services à la croissance de la productivité.

Cette dynamique de la composante intra-sectorielle est à relier à l'effort accru d'investissement dans l'économie indienne à partir du milieu des années 2000 (le taux d'investissement a oscillé entre 30 % et 35 % de 2005 à 2015). L'analyse des sources de la croissance de la productivité du travail montre, en effet, que l'intensité capitalistique joue un rôle de plus en plus important dans les années 2000⁵.

■ L'industrie manufacturière, talon d'Achille du développement indien

L'industrie manufacturière, avec une part dans la valeur ajoutée (moins de 20 %) et dans l'emploi (moins de 15 %) qui n'a guère bougé depuis 1980, constitue le maillon faible du développement indien, même si elle compte des secteurs de production très performants et aux standards internationaux, comme la pharmacie, et des entreprises de taille mondiale dans l'automobile ou la métallurgie.

Depuis 1980, sa structure a évolué, au détriment d'un secteur intensif en travail peu qualifié, le textile, dont la part dans la valeur ajoutée est passée de 20 % à moins de 13 % en 2015, au profit de secteurs intensifs en qualification et en capital : les produits chimiques, le raffinage du pétrole et le matériel de transport. Avec une intensité capitalistique qui s'est particulièrement accrue dans le secteur manufacturier depuis le milieu des années 2000, sous l'effet de ces changements structurels et d'une tendance générale à l'adoption de nouvelles technologies économes en travail (Das et al., 2009⁶), l'industrie manufacturière n'a pas été à même d'absorber la main-d'œuvre peu qualifiée libérée par le secteur agricole. Pourtant, les tentatives pour dynamiser le secteur manufacturier et lever les obstacles à son développement n'ont pas manqué depuis 35 ans. Outre les réformes pro-business des années 1980⁷ et pro-marché des années 1990⁸, pour libéraliser et ouvrir l'économie indienne, des mesures spécifiques ont été mises en œuvre. La dernière lancée en 2011, la *National manufacturing policy*, renforcée en septembre 2014 par l'initiative *Make in India*, avait pour ambition de créer 100 millions d'emplois supplémentaires dans le secteur (moins de 55 millions en 2011) et de porter la part de l'industrie manufacturière dans la valeur ajoutée à 25 % d'ici à 2022, objectif repoussé à 2025.

Pour y parvenir, les autorités se sont attaquées aux facteurs le plus souvent invoqués pour expliquer l'absence de décollage du secteur manufacturier en Inde : la réglementation excessive du marché du travail, l'inadéquation

de la formation de la main-d'œuvre aux besoins de l'industrie, la faiblesse des infrastructures (de transport, d'énergie), la lourdeur des procédures administratives et les difficultés dans les processus d'acquisition foncière. Pour offrir un environnement propice aux entreprises ont d'abord été créées des zones nationales de production et d'investissement manufacturiers dotées d'infrastructures aux standards internationaux, bénéficiant d'une réglementation du travail plus souple et de procédures administratives simplifiées. Puis l'initiative *Make in India*, présentée comme la version « moderne » de la politique précédente, a mis davantage l'accent sur une ouverture accrue aux investissements directs étrangers afin de créer un *hub* manufacturier en Inde.

Sept ans après le lancement de ce programme, la part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée reste toujours en deçà de 20 %. Sous l'hypothèse d'une croissance de la valeur ajoutée totale de 7 % par an sur les 7 prochaines années, c'est une croissance de la valeur ajoutée manufacturière de 12 % chaque année qu'il faudrait pour parvenir à un secteur manufacturier représentant un quart du PIB en 2025. Une performance qui contrasterait fortement avec celle observée jusque-là. Conséquence de l'étroitesse du secteur manufacturier, la part de l'Inde sur le marché mondial de produits manufacturés plafonne à 1,7 %, laissant ses échanges largement déficitaires. Son taux d'ouverture au commerce international, mesuré par le ratio des exportations de biens sur le PIB, a culminé à 17 % en 2013, pour retomber depuis à 12 %. Contrairement à la Chine, l'Inde n'a pas jusqu'ici développé d'industries extraverties fondées sur le bas coût de sa main-d'œuvre, et l'évolution actuelle du contexte mondial n'est guère favorable à une stratégie où elle prendrait le relais de la Chine dans le rôle d'usine du monde. Dans ce contexte, le modèle indien porté par la croissance vigoureuse des services pourrait être une alternative au modèle traditionnel, mais il achoppe sur la question de l'emploi.

■ Une croissance de plus en plus pauvre en emplois et riche en inégalités

Bien que le volume du PIB indien ait plus que triplé depuis 2000, l'économie reste marquée par de profondes disparités, notamment par la coexistence d'entreprises modernes et d'un secteur traditionnel très largement dominant dans l'emploi. L'immense majorité des emplois, même hors de l'agriculture, sont informels : seulement 10 % des travailleurs dans l'industrie et 28 % dans les services ont un emploi régulier avec un contrat écrit et une couverture sociale⁹.

La poursuite du développement indien passe par une double transformation structurelle : le basculement de l'emploi de l'agriculture vers des secteurs à plus forte productivité ; le passage d'activités largement informelles vers un mode formel. Mais ces transformations sont freinées par l'insuffisance des créations d'emplois.

5. H. X. Wu, K. L. Krishna, D. K. Das & P. C. Das (2017), « How Does the Productivity and Economic Growth Performance of China and India Compare in the Post-Reform Era, 1981-2011? », *International productivity monitor*, n° 33.

6. D. Das, D. Wadhwa & G. Kalita (2009), « The Employment Potential of Labor Intensive Industries in India's Organized Manufacturing », *ICRIER Working paper* n° 236.

7. Ces réformes ont consisté en une libéralisation des importations de biens d'équipement et intermédiaires, des incitations fiscales pour favoriser les exportations, un plus grand accès aux devises, une réduction des licences pour un certain nombre d'industries et des prix administrés sur les biens intermédiaires.

8. L'abolition des licences dans l'industrie et la réduction du champ des monopoles publics à un petit nombre d'industries, la libéralisation des entrées de capitaux, l'élimination des licences d'importations, la réduction des barrières non tarifaires et la libéralisation financière ont caractérisé cette seconde vague de réformes.

9. A. Basole (2018), « State of Working India 2018 », *Centre for Sustainable Employment, Azim Premji University*.

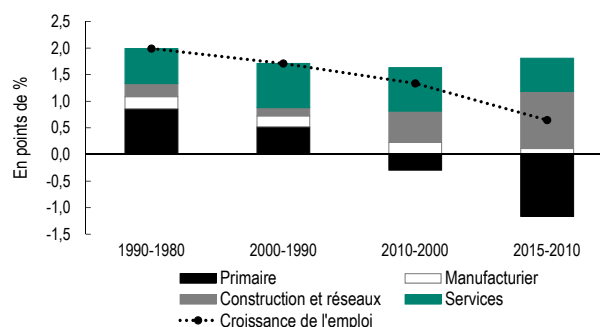
Depuis les années 2000, en effet, la croissance indienne est de plus en plus pauvre en emplois alors même que le pays est dans une phase de forte augmentation de sa population en âge de travailler, et que le surplus de main-d'œuvre agricole reste très élevé (plus de 40 % de l'emploi en 2015).

Les créations d'emplois, qui tournaient autour de 6 millions par an en moyenne entre 1980 et 2010, sont tombées à 3 millions entre 2010 et 2015. La croissance de l'emploi s'est ralentie au fil des décennies, passant de près de 2 % dans les années 1980 et 1990 à seulement 0,6 % en moyenne de 2010 à 2015 (graphique 3). La baisse de l'emploi agricole, entamée au milieu des années 2000, s'est accélérée sur cette période de telle sorte que les créations d'emplois dans la construction, qui avaient dans un premier temps largement compensé le recul de l'emploi agricole, n'ont plus été suffisantes¹⁰.

Dans ces conditions, il est clair que la demande de travail est loin d'être en ligne avec une offre marquée par la forte croissance de la population en âge de travailler (15-64 ans) – 14 millions par an depuis 2000 – même si, sur la période récente, l'accroissement de la scolarisation, notamment dans le secondaire, en limite l'impact sur le marché du travail. Pour les dix prochaines années, d'après les estimations de population active du Bureau international du travail, ce sont en moyenne 7 millions d'emplois par an que l'Inde devra créer.

Le dividende démographique, c'est-à-dire la transformation de ce moment démographique particulier où le rapport entre population active et population dépendante est le plus favorable en gains de croissance économique, n'a cependant rien de mécanique. Pour qu'il se matérialise, la population active doit être occupée. Faute de quoi, le dividende démographique risque de se transformer en « malédiction de la population » comme l'exprime Raghuram Rajan¹¹, ex-économiste en chef du FMI et ex-gouverneur de la Banque centrale indienne. Pour l'éviter, sous l'hypothèse d'une élasticité de l'emploi à la croissance de 0,94 (celle observée ces dernières années), c'est une croissance de 7,5 %-8 % du PIB sur les 10 prochaines années que l'Inde devra réaliser pour assurer une augmentation de l'emploi de l'ordre de 1,2 %-1,3 % par an et absorber ainsi les évolutions démographiques. Compte tenu

Graphique 3 – Contributions à la croissance de l'emploi



Source : calculs des autrices à partir de India Klems database, version 2016.

de la baisse anticipée des emplois dans l'agriculture, cela suppose une forte accélération des créations d'emplois dans les autres secteurs par rapport aux évolutions récentes.

Tout un programme pour le nouveau gouvernement formé à l'issue du scrutin du 23 mai 2019, qui devra promouvoir une croissance élevée tout en dynamisant l'emploi afin que les inégalités, qui ont connu une sérieuse aggravation depuis les années 1990, cessent de s'accroître. La part du revenu national avant impôts détenue par les 10 % les plus riches atteignait 56,1 % en 2015 – soit 22,6 points de plus qu'en 1990 – tandis que celle des 50 % les plus pauvres se réduisait – de près de 8 points entre ces deux dates – tombant à 14,7 % du revenu national en 2015, soit moins que celle détenue par les 1 % les plus aisés (21,3 % en 2015 contre 10,5 % en 1990). Surtout, la « classe moyenne » (les 40 % du milieu) a vu sa part dans le revenu national s'effondrer pour représenter moins de 30 % du revenu national en 2015, contre 44 % 25 ans plus tôt¹². Un sérieux problème pour une économie centrée sur le marché intérieur, et particulièrement sur la consommation des ménages, et qui va devoir, pour sortir de la crise de l'emploi, développer une industrie dans un contexte mondial moins porteur que celui dont ont bénéficié en leur temps les pays d'Asie de l'Est.

Isabelle Bensidoun & Françoise Lemoine
isabelle.bensidoun@cepil.fr

10. Une certaine incertitude entoure la répartition des statistiques d'emploi entre secteur agricole et de la construction, les emplois dans ce dernier secteur ayant été essentiellement créés en milieu rural et les statistiques d'emplois issues du recensement n'affichant pas de recul de l'emploi agricole et de progression de l'emploi dans la construction (J. J. Thomas & M. P. Jayesh (2016), « Changes in India's Rural Labour Market in the 2000s: Evidence from the Census of India and the National Sample Survey », *Review of Agrarian Studies*, 6 (1)). Il n'en reste pas moins que le bilan depuis 2010 est fortement négatif : si l'on cumule les variations de l'emploi dans ces deux secteurs, ce sont 440 000 emplois qui ont été détruits en moyenne chaque année.

11. Voir notamment son interview sur CNBC TV18 le 25 mars 2019 : https://www.youtube.com/watch?v=jVVLkxcX_JU

12. Word Inequality Database.

La Lettre du



© CEPII, PARIS, 2019

RÉDACTION :
Centre d'études prospectives
et d'informations internationales
20, avenue de Ségur
TSA 10726
75334 Paris Cedex 07

Tél. : 01 53 68 55 00
www.cepil.fr – @CEPII_Paris

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Sébastien Jean

RÉDACTION EN CHEF :
Jézabel Couppey-Soubeyran
& Thomas Renault

RÉALISATION :
Laure Boivin

La Lettre du CEPII
est disponible en version électronique
à l'adresse :
<http://www.cepil.fr/LaLettreDuCEPII>

Pour être informé de chaque nouvelle parution,
s'inscrire à l'adresse :
<http://www.cepil.fr/Resterinforme>

ISSN 0243-1947 (imprimé)
ISSN 2493-3813 (en ligne)
CCP n° 1462 AD

Mai 2019
Imprimé en France par le CGSP
Service Reprographie

Cette lettre est publiée sous la
responsabilité de la direction du CEPII.
Les opinions qui y sont exprimées sont
celles des auteurs.

RECHERCHE ET EXPERTISE
SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

